

J'ai été témoin à Barcelone...

On ne saurait donner trop de témoignages sérieux sur la situation en Espagne, particulièrement sur les journées de Mai à Barcelone et les événements qui ont suivi. C'est pourquoi nous croyons utile de reproduire d'après le numéro d'août de *Controversy*, tribune libre pour les tendances du socialisme, le témoignage d'un camarade anglais, George Orwell.

George Orwell, auteur de « *The Road to Wigan Pier* » a combattu dans les rangs du Contingent de l'ILP, sur le front d'Aragon. Il nous apporte un témoignage direct sur les événements de Barcelone durant les « journées de Mai », et sur la suppression du POUM le mois suivant.

On a déjà beaucoup écrit au sujet des troubles de Mai à Barcelone, et un tableau synoptique des principaux événements a été minutieusement dressé par Fenner Brockway dans le pamphlet « La vérité sur les journées de Barcelone »; tableau qui, autant que j'en puis juger, est absolument exact. Je pense donc que ce que je peux faire de plus utile est d'y ajouter simplement, en ma qualité de témoin oculaire, quelques notes marginales concernant plusieurs points particulièrement discutés.

Considérons, avant tout, la question du but poursuivi, à supposer qu'il y en ait eu un, par la prétendue insurrection :

La presse communiste a affirmé que toute l'affaire avait été une tentative soigneusement préparée pour renverser le gouvernement, et même pour remettre la Catalogne aux mains des fascistes, en provoquant l'intervention étrangère à Barcelone. Cette dernière insinuation est trop ridicule pour nécessiter une réfutation. S'il était vrai que le POUM et l'aile gauche des anarchistes se fussent faits les alliés des fascistes, comment expliquer que les miliciens en première ligne n'aient pas déserté et laissé une brèche dans la ligne de front? Et que les employés des transports, membres de la CNT, aient continué, en dépit de la grève, à faire parvenir les vivres sur le front? Je ne peux, cependant, affirmer avec certitude qu'un dessein révolutionnaire précis n'a pas existé dans l'esprit d'un petit nombre d'extrémistes, les bolchéviks-léninistes en particulier (qu'on a l'habitude d'appeler trotskistes), qui distribuèrent des tracts sur les barricades. Ce que je peux affirmer, c'est que les hommes des barricades ne se sont pas considérés un seul instant comme prenant part à une révolution. Tous, nous avons le sentiment de nous défendre contre une tentative de coup d'Etat de la part des gardes civils qui s'étaient emparés par la force du Central téléphonique, et pouvaient bien s'emparer encore de quelques autres locaux si nous ne nous montrions pas déterminés à la lutte. Mon interprétation de la situation se fonde sur ce que les hommes faisaient et disaient réellement à ce moment-là, et elle est la suivante :

Les travailleurs descendirent dans la rue par un mouvement spontané de défense, et il n'y avait que deux choses qu'ils étaient pleinement conscients de vouloir : la restitution du Central téléphonique et le désarmement des gardes civils qu'ils haïssaient. Il faut tenir compte aussi du ressentiment causé par la misère grandissante à Barcelone et le train de vie luxueux de la bourgeoisie.

Or, il est probable que la possibilité existait de renverser le gouvernement s'il se fût trouvé un chef pour en tirer parti. Il semble pleinement admis que le troisième jour les ouvriers étaient en mesure de prendre le pouvoir dans la ville; on ne peut nier que les gardes civils étaient profondément démoralisés et se rendaient en grand nombre. Le gouvernement de Valence pouvait, certes, envoyer des troupes fraîches pour écraser les travailleurs (il envoya 6.000 gardes d'assaut alors que la lutte était finie); il ne pouvait maintenir ces troupes dans Barcelone si les employés des transports décidaient de ne pas les ravitailler. Mais, en fait, il ne se trouva pas de chef révolutionnaire résolu. Les leaders anarchistes désavouèrent toute l'action et dirent : « Retournez au travail ». Et les leaders du POUM restèrent incertains. Les ordres que nous reçûmes aux barricades défendues par les hommes du POUM, ordres qui émanaient directement de la direction du POUM, nous enjoignaient de soutenir la CNT, mais de ne pas tirer, à moins qu'on ne tirât sur nous d'abord ou que nos locaux ne fussent attaqués. (Personnellement, j'ai essayé à plusieurs reprises des coups de feu, mais je n'ai jamais tiré en retour). Dans la suite, comme les vivres diminuaient, les travailleurs peu à peu, les uns après les autres, retournèrent au travail; et naturellement, une fois qu'on les eût laissés se disperser sans encombre, les représailles commencèrent.

Savoir si on eût dû tirer parti de la situation révolutionnaire est une autre question. N'engageant que mon opinion, je répondrais « non ». D'abord, on peut douter que les travailleurs eussent pu garder le pouvoir plus de quelques semaines; et, en second lieu, il se peut que cela eût signifié la perte de la guerre contre Franco. D'autre part, l'attitude essentiellement défensive des ouvriers était tout à fait légitime : qu'ils fussent ou non en guerre, ils avaient le droit de défendre ce qu'ils avaient conquis en Juillet 36. Il se peut, cela va sans dire, que la Révolution ait été définitivement perdue en ces quelques jours de Mai. Mais je pense, cependant, que c'était un moindre mal, bien qu'à dire vrai, de très peu moindre, de perdre la Révolution que de perdre la guerre.

Le second point discuté concerne les participants. Ce fut la tactique de la presse communiste, presque dès le début, de prétendre que « l'insurrection » était uniquement, ou presque uniquement, l'œuvre du POUM (secondé par « quelques apaches irresponsables », si l'on en croit le *Daily Worker* de New-York). Quiconque était à Barcelone à cette époque sait que c'est avancer là une absurdité. L'énorme majorité de ceux qui défendaient les barricades appartenait en général à la CNT. Et c'est là un point d'importance, car ce fut comme bouc émissaire pour les troubles de Mai que le POUM a été récemment supprimé; les 400, ou plus, membres du POUM, qui peuplent en ce moment les geôles immondes et infestées de vermine de Barcelone, y sont, officiellement, pour leur participation aux émeutes de Mai. Il est donc essentiel de montrer que pour deux bonnes raisons le POUM n'en a pas été et ne pouvait pas en être le moteur. Première raison : le POUM

était un très petit parti. Si l'on range au nombre des membres du parti les miliciens en permission, et les soutiens et sympathisants de toutes sortes, le nombre des membres du POUM dans la rue n'approchait pas, en tout cas, de dix mille (et il n'était probablement même pas de cinq mille); or le nombre des participants aux troubles se chiffrait par vingtaines de mille. Seconde raison : il y eut une grève générale, ou presque générale, qui dura plusieurs jours. Or, le POUM, en tant que tel, n'avait aucun pouvoir pour déclencher une grève et la grève n'aurait pu avoir lieu si les militants de la CNT ne l'avaient pas voulue. Quant à ceux engagés de l'autre côté de la barricade, le *Daily Worker* de Londres, dans une de ses éditions, a eu l'impudence de prétendre que l'« insurrection » avait été réprimée par l'Armée du Peuple. Chacun savait à Barcelone, et le *Daily Worker*, lui non plus, n'a pu l'ignorer, que l'Armée du Peuple est restée neutre et que ses troupes n'ont pas bougé de leur casernement pendant toute la période des troubles. Quelques soldats, cependant, y prirent part, mais à titre individuel. J'en ai vu deux à l'une des barricades du POUM.

Le troisième point concerne les réserves d'armes accumulées, a-t-on prétendu, par le POUM à Barcelone.

On a tellement répandu ce conte que même un observateur tel que H. N. Brailsford, rempli de sens critique en général, l'accepte sans le contrôler, et parle des « tanks et des pièces d'artillerie » que le POUM aurait « volés dans les arsenaux du gouvernement ». (*New Statesman*, 22 mai). En réalité, le POUM possédait regrettamment peu d'armes, aussi bien sur le front qu'à l'arrière. Au cours des combats de rues, je me suis rendu aux trois principales forteresses du POUM, le siège de son Comité exécutif, celui du Comité local, et l'hôtel Falcon. Il vaut d'énumérer avec quelques détails les armements que contenaient ces bâtiments. Il y avait en tout à peu près 80 fusils dont quelques-uns défectueux, outre quelques vieilles armes de différents modèles, toutes hors d'usage faute de projectiles appropriés. Comme munitions : 50 cartouches à peu près par fusil; pas de mitrailleuses; pas de pistolets ni de balles de pistolets; quelques caisses de grenades à main, et encore nous avaient-elles été envoyées par la CNT après que le combat eût été engagé. Un éminent officier des milices qui m'en a parlé par la suite pensait qu'à Barcelone le POUM possédait en tout et pour tout environ 150 fusils et une seule mitrailleuse. C'était donc, comme on le voit, tout juste suffisant pour armer les gardes que, à cette époque, tous les partis sans exception, PSUC, POUM, CNT-FAI, plaçaient dans leurs locaux les plus importants. Peut-être arguera-t-on que, même pendant les journées de Mai, le POUM a continué à cacher ses armes. Mais alors que devient la théorie des troubles de Mai, insurrection menée par le POUM pour le renversement du gouvernement?

En réalité, le pire coupable, et de beaucoup, au sujet des armes retenues loin du front, c'est le gouvernement lui-même. L'infanterie sur le front d'Aragon était bien plus mal armée qu'en Angleterre un collègue d'« O.T.C. ». Par contre, les troupes de l'arrière, gardes civils, gardes d'assaut, carabiniers, qui n'étaient pas destinées à être envoyées sur le front, mais à

« maintenir l'ordre » (en réalité : intimider les travailleurs) à l'arrière, étaient armés, eux, jusqu'aux dents. Les troupes sur le front d'Aragon avaient des fusils Mauser fatigués qui s'enrayaient ordinairement au bout de cinq coups, une mitrailleuse pour environ 50 hommes, et un pistolet ou un revolver pour environ 30 hommes. Et ces armes, si nécessaires dans les tranchées de la ligne de feu, n'étaient pas distribuées par le gouvernement, mais ne pouvaient être achetées qu'illégalement et avec la plus grande difficulté. Les gardes d'assaut, eux, étaient armés de fusils russes tout flambants neufs; en outre, chaque groupe de dix ou douze hommes avait sa mitrailleuse. Ces faits parlent d'eux-mêmes. Un gouvernement qui envoie des garçons de quinze ans sur le front avec des fusils vieux de quarante ans, et garde ses hommes les plus forts et ses armes les plus modernes à l'arrière, est manifestement plus effrayé par la révolution que par les fascistes. Là est l'explication de la faiblesse de la politique de guerre des derniers six mois, et du compromis par lequel presque certainement se terminera la guerre.

II

Quand le POUM, l'opposition de gauche (les prétendus trotskistes), héritier du communisme espagnol, fut supprimé les 16 et 17 Juin, le fait en lui-même ne surprit personne. Depuis Mai déjà, et même depuis février, il était évident que le POUM serait « liquidé » si les communistes arrivaient à leurs fins. Pourtant la soudaineté de la suppression, et le mélange de perfidie et de brutalité avec lequel l'action fut menée, prit chacun, et les leaders eux-mêmes, au dépourvu.

Officiellement, le parti fut supprimé en faisant peser sur les chefs du POUM l'accusation, qui avait été répétée des mois durant dans la presse communiste sans avoir été prise au sérieux par personne en Espagne, d'être payés par les fascistes.

Le 16 Juin, Andrés Nin, le leader du parti, fut arrêté dans son bureau. La même nuit, sans déclaration préalable, la police fit irruption dans l'hôtel Falcon, sorte de pension de famille organisée par le POUM et fréquentée principalement par les miliciens en permission, et arrêta tous ceux qui étaient là, sans les accuser de rien en particulier. Le lendemain matin, le POUM fut déclaré illégal, et tous ses locaux, non seulement les bureaux, bibliothèques, etc... mais même les librairies et les sarnatoria pour les blessés furent saisis par la police. En peu de jours, des quarante membres que comptait le Comité exécutif, tous ou presque tous furent arrêtés. Un ou deux d'entre eux, qui avaient réussi à se cacher furent amenés à se livrer parce que, moyen emprunté aux fascistes, on prit leur femme comme otage. Nin fut transféré à Valence, et de là, à Madrid, et fut accusé d'avoir vendu des informations militaires à l'ennemi. Inutile de dire que les « aveux » habituels, les lettres mystérieuses écrites à l'encre sympathique, et autres « preuves », étaient déjà prêtes à sortir en telle abondance que, raisonnablement, on ne pouvait les tenir que pour préparées à l'avance.

Dès le 19 Juin, la nouvelle parvint à Barcelone, par Valence, que Nin aurait été fusillé. Nous espérions que ce bruit était faux, mais

il est à peine nécessaire de souligner l'obligation pour le gouvernement de Valence de fusiller un certain nombre, une douzaine peut-être, des leaders du POUM s'il veut que les accusations soient prises au sérieux. Pendant ce temps, la base du parti, pas seulement les membres, mais aussi les soldats appartenant aux milices du POUM, et les sympathisants et les soutiens de toutes sortes, étaient jetés en prison aussitôt que la police pouvait mettre la main sur eux. Peut-être serait-il impossible de dresser une statistique exacte, mais il y a tout lieu de penser que, durant la première semaine, il y eut plus de quatre cents arrestations, rien qu'à Barcelone. On sait, à n'en pouvoir douter, que les prisons étaient si remplies qu'un grand nombre de prisonniers avaient dû être enfermés dans des boutiques et autres dépôts provisoires. De toutes mes recherches il ressort qu'aucune distinction pour ces arrestations n'a été faite entre ceux qui avaient pris part aux troubles de Mai et ceux qui n'y avaient pas pris part. Bien plus, la proscription du POUM eut une validité rétroactive. Du fait que le POUM venait d'être mis dans l'illégalité, tous ceux qui, à un moment quelconque, y avaient appartenu furent considérés comme ayant enfreint la loi. La police alla même jusqu'à arrêter les blessés dans les sanatoria. Parmi les détenus de l'une des prisons j'ai vu, par exemple, deux hommes de ma connaissance, amputés de la jambe; et aussi un enfant qui n'avait pas plus de douze ans.

Et il faut songer aussi à ce que signifie pratiquement l'emprisonnement en Espagne en ce moment. Sans parler du surpeuplement des geôles provisoires, des conditions insalubres, du manque de lumière et d'air et de la nourriture immonde, il y a l'absence totale de quoi que ce soit qui ressemblerait à de la légalité. Rien de plus légitime, par exemple, que l'*habeas corpus*; eh bien, selon la loi actuellement en vigueur en Espagne, ou, en tout cas, selon son application actuelle, vous pouvez être emprisonné pour un temps indéfini, non seulement sans jugement mais même sans mise en accusation. Et tant que vous n'êtes pas accusé les autorités peuvent, s'il leur plaît, vous garder «incommunicado» — c'est-à-dire que vous n'avez pas le droit de communiquer même avec un avocat ni personne d'autre étranger à la prison. Il est facile de se rendre compte de ce que valent, obtenus dans de telles conditions, les «aveux». La situation est pire encore pour les plus pauvres des prisonniers du fait que le Secours Rouge du POUM, qui habituellement pourvoyait les emprisonnés d'un conseil, a été supprimé en même temps que les autres organisations du POUM.

Mais le trait le plus odieux peut-être de toute l'affaire, c'est d'avoir empêché délibérément que toute information sur ces événements parvienne aux troupes du front d'Aragon pendant cinq jours au moins sans contredit, et plus, je crois. J'étais justement sur le front du 15 au 20 Juin. J'ai eu à me rendre à une ambulance et ce faisant, j'ai traversé plusieurs villes en seconde ligne, Sietamo, Barbastro, Monzon, etc... En tous ces endroits les quartiers généraux des milices du POUM, leurs comités de Secours Rouge et autres organisations fonctionnaient normalement; aussi loin que Lerida (à 100 kilomètres de Barcelone) et jus-

qu'au 20 Juin absolument personne n'avait appris que le POUM avait été supprimé; on n'en disait pas un mot dans les journaux de Barcelone, tandis qu'au même moment dans ceux de Valence (qui n'allaient pas sur le front d'Aragon) flamboyait le récit de la « trahison » de Nin.

Avec un certain nombre de camarades j'ai connu l'expérience amère d'un retour à Barcelone, pour y trouver que le POUM avait été supprimé en mon absence. Par bonheur, j'ai été prévenu juste à temps pour avoir pu filer, mais d'autres n'ont pas eu cette chance. Tout milicien du POUM qui descendait du front à cette époque-là avait le choix entre se cacher immédiatement ou être immédiatement jeté en prison. Une réception vraiment agréable après trois ou quatre mois de front en première ligne! La raison de cela était évidente: l'offensive sur Huesca venait de commencer, et le gouvernement craignait probablement que si les miliciens du POUM venaient à apprendre ce qui se passait, ils ne refusassent de marcher. Personnellement, je ne crois pas d'ailleurs que la fidélité des miliciens eût été ébranlée. Mais, en tout cas, ils avaient droit à connaître la vérité. Il y a eu quelque chose d'inexprimablement odieux dans ce fait d'envoyer des hommes au combat (quand j'ai quitté Sietamo, la lutte était engagée et déjà les premiers blessés, acheminés vers les ambulances, étaient cahotés sur les abominables routes) en leur cachant qu'au même moment, derrière leur dos, leur parti était supprimé, leurs chefs dénoncés comme traîtres, et leurs amis et parents jetés en prison.

Le POUM était de beaucoup le plus faible numériquement des partis révolutionnaires, et sa suppression ne touche relativement que peu de personnes. Selon toute apparence, il n'y aura en tout qu'une vingtaine de fusillés ou condamnés à de longues peines de prison, quelques centaines d'existences ravagées, et quelques milliers de persécutés passagèrement. Néanmoins, sa suppression est, en tant que symptôme, de grande importance. D'abord elle rend clair pour l'étranger ce qui éclatait déjà aux yeux de quelques observateurs en Espagne: que le gouvernement actuel a plus de points de ressemblance que de différence avec le fascisme. (Ce qui ne signifie nullement qu'il ne vaille par la peine de lutter contre le fascisme plus ouvert de Franco et d'Hitler. J'avais, quant à moi, saisi dès le mois de Mai la tendance fasciste du gouvernement, mais je n'en étais pas moins volontaire pour retourner sur le front et j'y suis retourné.)

En second lieu, l'élimination du POUM est un signe avant-coureur de l'attaque imminente contre les anarchistes. Ce sont eux, les ennemis que les communistes craignent réellement, et bien plus qu'ils n'ont jamais craint le POUM, numériquement insignifiant. Les leaders anarchistes ont eu maintenant une démonstration des méthodes qu'on emploierait tout aussi bien à leur égard: le seul espoir qui reste en ce qui concerne la révolution, et probablement aussi la victoire dans la guerre, c'est que la leçon leur serve et qu'ils soient décidés et prêts à se défendre avant qu'il ne soit trop tard.

GEORGE ORWELL.